

Published: 30/06/2025

***Corresponding author**

Citation:

Laguer, S. (2025).
Veronica GOMEZ-
TEMESIO (2019). The
Divining State: Water
and Politics in Senegal.
Lyon: ENS Editions, 265
p.. *Africa*, 1(1), 78-81

© 2025 **Africa** / Published
by the Centre of Research in
Social and Cultural
Anthropology (CRASC),
Algeria.



This is an open access
article under the [CC BY-
NC-ND 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.

**Veronica GOMEZ-TEMESIO (2019). The
Divining State: Water and Politics in Senegal.
Lyon: ENS Editions, 265 p.**

**Veronica GOMEZ-TEMESIO, (2019). L'État
sourcier. Eau et politique au Sénégal. Lyon ENS
Editions, Coll. 265 p.**

فيرونیکا غوميز-تيميسيو (2019). الدولة الساحرة: الماء
والسياسة في السنغال. ليون: منشورات ENS، 265 ص.

Souad Laguer

Centre of Research in Social and Cultural Anthropology
(CRASC), Algeria
s.laguer@crasc.dz

L'approvisionnement en eau demeure l'une des questions majeures dans la gestion des affaires publiques. La raréfaction indéniable de cette ressource naturelle dans plusieurs pays, notamment africains, confronte les gouvernements et les gouverneurs à un défi constant et participe, dans certains cas, à l'émergence de contestations internes et des conflits externes. L'exemple le plus récent, qui a occupé le devant de la scène médiatique, est celui qui a opposé l'Égypte et le Soudan à l'Éthiopie¹.

Cette importance manifeste a incité Veronica Gomez-Temesio, anthropologue de formation et chercheuse à l'université de Copenhague, à s'intéresser de près à la place qu'occupe l'eau dans la construction et le fonctionnement de l'État sénégalais contemporain. Son livre « L'État sourcier, eau et politique au Sénégal », est l'aboutissement de ses travaux de recherche initiés dans le cadre de sa thèse de doctorat, soutenue en 2014. D'autres thématiques, non moins importantes, viennent s'ajouter plus tard à son champ de recherche, telles que les droits citoyens durant les épidémies, la corruption, la santé globale, etc., tout en continuant de faire de l'Afrique subsaharienne son terrain d'étude.

¹ Pour plus d'informations : [Série] Égypte-Éthiopie : le barrage de la discorde – Jeune Afrique. (2021). Consulté 15 Août 2021, <https://www.jeuneafrique.com/1161885/politique/serie-egypte-ethiopie-le-barrage-de-la-discorde/>

Les prémices

Pendant de longues années, les études consacrées aux Etats africains contemporains se sont appuyées sur la définition wébérienne de l'État. Toutefois, l'idéaltype légal rationnel proposé par Max Weber a révélé ses limites dans le contexte africain, marqué par une instabilité politique, une diversité sociale et une porosité des frontières entre public et privé. Ce fossé entre un modèle théorique abstrait et une réalité objective a contribué, implicitement, à véhiculer une image dévalorisante de ces États. L'auteure souligne qu'« à travers ce prisme normatif et comparatif, ces Etats ne peuvent être perçus que comme déficients, à la traîne, voire importés » (p. 84).

Pour sortir des sentiers battus, une nouvelle grille d'analyse s'est progressivement imposée. Inspirée des méthodes anthropologiques, cette approche propose d'étudier l'Etat dans sa dynamique quotidienne, à travers les interactions des différents acteurs, révélant ainsi les normes informelles et les enjeux sous-jacents. Il s'agit, comme le suggèrent les travaux de Philip Abrams, de 'faire l'Etat' plutôt que de « voir l'Etat », d'en affirmer la présence tangible sur le terrain ou de la nier.

En s'appuyant sur cette démarche méthodologique, Veronica Gomez-Temesio a entamé ses recherches en 2009. Sa curiosité intellectuelle la conduite à effectuer un long séjour au Sénégal afin d'étudier les mécanismes du secteur de l'hydraulique rurale et d'y trouver des réponses. En effet, les transformations successives de ce secteur depuis l'indépendance, ainsi que l'émergence de nouveaux acteurs nationaux et internationaux, l'ont amené à s'interroger sur la construction de l'autorité publique et de la légitimité politique « par le bas » dans ce nouveau contexte. C'est ainsi qu'elle a constaté qu'autour d'une infrastructure, différentes formes de transactions -formelles et informelles, officielles et officieuses, légales et illégales- s'établissent entre l'Etat et les citoyens. Comme elle l'écrit : « ce qui circule dans les canaux souterrains du forage, c'est autant de l'eau que du pouvoir » (p. 19).

L'installation du forage : un itinéraire laborieux

Retracer l'histoire de l'accès à l'eau dans les zones rurales au Sénégal s'impose comme évidence pour introduire ce travail. A travers l'exemple de la localité de Sarakoundé, l'auteure entend analyser la mise en place des politiques publiques hydrauliques rurales après l'indépendance, sans omettre de souligner la contribution des citoyens pour garantir cet accès et surmonter les contraintes financières. En effet, une gestion publique peu probante, des épisodes de sécheresse répétés, une crise économique de plus en plus ressentie et une aide au développement conditionnée ont incité la population à « s'organisent [volontairement] en comités et cotisent de manière forfaitaire afin d'acheter du carburant et de faire fonctionner le service » (p. 60). Ce rôle a été encadré par la suite, avec l'adoption de la REGEFOR¹ et la mise en place des ASUFOR². Une réforme qui a engendré des changements majeurs, tels que l'institutionnalisation du coût de l'eau et le partenariat public privé (PPP)³.

¹ Réforme de gestion des forages motorisés ruraux.

² Association des usagers du forage : cette instance caractérise l'aspect légal et fonctionnel du changement introduit depuis les années 1990. Elle a pour but la gestion des forages d'une manière collective et représentative selon les objectifs du développement durable.

³ Selon Mazouz Bachir « Les partenariats public-privé (PPP) font partie des formes organisationnelles issues des mouvements d'ouverture et de rapprochement opérés de manière contractuelle entre les Etats et les entreprises privées et visant la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation des projets publics ». Citée dans : **Diouf, D.** (2019). Les

L'eau et politique, une relation indissociable

Que pourrait nous révéler une panne d'un forage sur le fonctionnement d'un Etat, les fluctuations d'un secteur où les rapports entre l'État et les citoyens ? Un tel incident peut-il avoir un intérêt heuristique ? L'auteure répond par l'affirmative : « la panne est plus qu'un événement ponctuel dans le temps. Elle ouvre un espace où différents acteurs vont collaborer ou s'affronter en vue de rétablir l'accès à l'eau » (pp. 17-18). Autrement dit, « suivre l'eau dans l'espace de la panne – à travers les usages et les discours – permet de questionner l'organisation politique de cet espace » (p. 83). En partant d'une scène ordinaire à Penedaly - l'effondrement de la cuve du château d'eau, qui entraîne une interruption de l'alimentation en eau –, Veronica Gomez retrace l'enchaînement des événements, lesquels se complexifient au fil du temps, impliquant plusieurs acteurs et offrant ainsi matière à réflexion. Cet incident, survenu pendant la campagne des élections locales, a fait émerger des tensions symboliques et des intérêts contradictoires, liés aux notions de légitimité, de droit et de propriété. L'accès à l'eau n'est plus une simple question technique, pour devenir un enjeu social et politique.

L'eau qui coule sous les pieds du fils du village

Malgré une ouverture économique dictée par les politiques d'ajustement structurel et l'adoption de partenariats public-privé, la construction des infrastructures, notamment les forages, reste encore assurée par l'Etat sénégalais, en l'occurrence la Direction de l'hydraulique rurale (DHR). Pourtant, dans la rhétorique populaire, le mérite revient avant tout au fils du village¹, un qualificatif désignant « un natif du village ou de la zone en question qui réside à Dakar, souvent cadre dans l'administration publique tout en entretenant une carrière politique » (p. 99). La conduite de ce personnage repose sur deux principes : le don/contre-don et le clientélisme². Dans le premier cas, le fils du se considère redevable envers sa localité et ses habitants, un devoir moral qu'il doit accomplir en échange du soutien social reçu pour atteindre sa position actuelle. Dans le second, il œuvre à la construction d'une carrière politique en s'appuyant sur les villageois, qui constituent une base électorale potentielle. Ainsi, les fils du village, « jouent le rôle d'intermédiaires qui mettent en rapport la périphérie et le centre, le rural et l'urbain » (p. 105).

L'argent de l'eau, une source de tous les compromis

Contourner les règles formelles au profit de celles informelles est une pratique sociale courante dans le secteur hydraulique au Sénégal. L'application stricto sensu de la facturation n'a pas empêché le recours à des registres normatifs, tant par les opérateurs que par les usagers. Dans l'inconscient collectif, l'appartenance au village assure non seulement le droit d'accès à l'eau mais, elle permet aussi de transgresser la loi en accumulant des factures impayées sans crainte de sanctions « les membres de l'ASUFOR et les usagers n'appartiennent pas à des univers de sens antagonistes ou simplement différents. Bien qu'ils n'aient pas les mêmes

Partenariats Public-Privé au Sénégal : entre différences, divergences et compromis. *Revue internationale des sciences de l'organisation*, 7, 79-108.

¹ Pour plus de détails, consulter l'article de : **Gomez-Temesio, V.** (2013). Le sourcier du village est cadre à dakar : la circulation de l'eau au Sénégal entre privatisation et attachement au terroir. *Journal des anthropologues*, 132-133, 197-218.

² « Le clientélisme est ici défini comme un ensemble de transactions mutuellement bénéfiques entre d'un côté des politiciens, de l'autre des groupes de citoyens, transactions au cours desquelles une compensation matérielle est offerte en échange d'un soutien politique lors des élections. » **Wantchékon, L.** (2003). Clientélisme électoral au Bénin: Résultats d'une étude expérimentale de terrain. *Politique africaine*, 90, 146.

intérêts, ils participent ensemble à formaliser un consensus plus ou moins durable autour de la vente de l'eau » (p. 182). Ces ajustements implicites contribuent à créer un « champ semi-autonome » parallèle à l'État, où les règles sont négociables et adaptables aux exigences du moment.

Un autre domaine où les transactions financières obéissent à la logique de l'informalité est celui de la maintenance. L'Etat, via ses agents déconcentrés de la direction de l'exploitation et de la maintenance (DEM), garantit cette tâche dans les différentes régions du pays. Cependant, le faible soutien financier de l'État a incité les acteurs à adopter des pratiques informelles pour subvenir à leurs besoins tout en assurant la pérennité du service. Elles se manifestent de trois manières différentes : l'argent du carburant (officiellement admis et remis dans la caisse), les sommes de motivations (laissées aux appréciations des usagers et partagées individuellement) et la revente des pièces de rechange récupérées à l'insu des usagers « ces échanges illustrent ainsi comment l'État, malgré la libéralisation du secteur, imposée par ses bailleurs de fonds, parvient à rester sur le devant de la scène, et cela, paradoxalement, par une privatisation informelle des services » (p. 224).

Conclusion

L'ouvrage de Veronica Gomez démontre à quel point il est important, dans certains contextes, d'emprunter des voies différentes de celles déjà connues. Analyser l'Etat à travers les relations intersociales permet de s'affranchir de l'approche juridico-politique et d'aller au-delà de sa dimension institutionnelle. Il semble pertinent de recourir à l'invisible pour interpréter l'apparent, de décrypter les stratégies adoptées par les acteurs pour surmonter les contraintes et continuer d'assurer l'accès à l'eau source de vie, et ce malgré un environnement marqué par l'ingérence internationale et le recul de l'État-providence. En effet, comme le souligne l'auteure : « étudier les bureaucraties permet ainsi de révéler l'entreprise de l'État, entreprise où les frontières public/privé, et Etat/société sont relativement peu étanches et soumises à des pressions quotidiennes » (p. 220).

Souad LAGUER